

Histoire très ancienne car on trouve des traces de législation commerciale dans le **code d'HAMMOURABI** : le 1<sup>er</sup> empereur de Babylone. L'empire babylonien se situe en Mésopotamie (fleuve : développement des échanges). Il n'y a pas que du droit commercial dans ce code.

EX/ dispositions relatives aux prêts à intérêts ; au contrat de dépôt ; au transport fluvial sur le Tigre et l'Euphrate. (navigation maritime, notamment un contrat qui servait à la fois de commandite pour l'affrètement de navire et d'assurance maritime : « Prêt à la grosse aventure » => contrat qui existe jusqu'à l'adoption du Code de Commerce en 1807)

⇒ le droit commercial n'est pas nouveau

En fait, il a trouvé son essor dans l'ancien droit.

Révolution : codification du droit commercial, qui a subi une évolution importante.

#### 1] L'essor du droit commercial

Lié à celui du commerce. Plusieurs phases :

- 1) **Chute de Rome** (476) : longue période d'échanges locaux après la chute. La chute entraîne également une atomisation du pouvoir, accaparé par les seigneurs locaux  
⇒ **le commerce se réduit donc à des échanges entre voisins**
- 2) **Fin XIème** : croisades au Proche Orient + croissance de l'industrie lainière dans le Nord de l'Europe.  
⇒ navigation sur la méditerranée et sur l'Atlantique pour développer l'industrie lainière.  
⇒ axe terrestre : Flandres / Italie. Création de points de rencontre entre marchands étrangers (« foires »)
- 3) **XIème au XVIème** : développement d'un **droit professionnel des commerçants**, en marge du système féodal. PK : Le droit féodal est attaché à la terre et change d'une province à l'autre => les marchands ne peuvent pas l'utiliser (ne s'intéressent pas à la terre), car ils manipulent des marchandises sur un terrain beaucoup plus vaste que le domaine féodal : ils n'ont pas de droit à utiliser !  
⇒ Ils vont donc combler ce vide en inventant leurs propres règles juridiques, qui vont permettre de sécuriser l'échange de marchandises et d'argent.  
⇒ **Droit unique**, sur une aire géographique qui dépasse largement le domaine des provinces seigneuriales.  
⇒ Règles utilisées pour régler les litiges. Organes institués dans les foires pour régler les différends : s'appuient sur le droit professionnel des marchands.  
⇒ Alimentent le droit commercial, autrement appelé « **la loi marchande** » ; « **la Lex Mercatoria** »
- 4) **Développement des guerres en Europe** : l'insécurité physique est incompatible avec le commerce : les échanges se figent. + faillite des Médicis

de Florence (banquiers). Ne peuvent donc plus restituer l'argent : cela a perturbé l'économie européenne.

5) **Emergence des grands états modernes en Europe. Processus de récupération**.

Soit le droit professionnel supprime purement et simplement le droit commercial. G-B : assimilation dans la Common Law. Soit l'Etat se réapproprie le droit commercial mais pour en faire un droit particulier avec des procédures particulières. Ex : Tribunal Mondial de Commerce à Paris par Charles IX / Colbert codifie le DC par 2 ordonnances l'une sur le commerce terrestre (1673) et l'autre sur le commerce maritime (1681)/

6) **AR** : les corporations de l'AR sont décadentes et très contestées par le peuple. La population aspire à pouvoir exercer librement n'importe quel métier. Révolution, adoption de 2 textes fondamentaux en 1791 :

⇒ décret Dallarde : liberté du commerce et de l'industrie (valeur constitutionnelle auj)

⇒ loi le Chapelier : abolit les corporations

7) **Napoléon** : prépare la codification qui aboutit au Code de Commerce de 1807

## II] La codification de 1807

Code rédigé de 1801 à 1807. Entre en vigueur en 1818. A l'origine : 648 articles dans 3 livres.

1<sup>er</sup> livre : du commerce en général (commerçants, sociétés commerciales, contrats commerciaux, effets de commerce)

2<sup>ème</sup> : commerce maritime

3<sup>ème</sup> : faillite et banqueroute. Banqueroute : faillite frauduleuse.

+ dispositions relatives aux juridictions consulaires /commerciales (org°, cptce).

En réalité, dans ce code on trouve les ordonnances de Colbert : en gros, on a codifié les textes datant de 130 ans : inutile.

⇒ **le code de 1807 est quasiment obsolète dès son entrée en vigueur**, et son obsolescence est aggravée par les progrès techniques (concentration des capitaux (banques) par ex) + facteurs idéologiques (mouvements sociaux, revendications...)

⇒ ce vieillissement s'est donc traduit par la **suppression massive de textes**. Quand le nouveau code est promulgué en 2000, 500 des 648 articles ont été supprimés. (ajouts de lois relatives au commerce)

## III] La nouvelle codification

Nouveau Code du 18 septembre 2000. Pour faciliter l'accès au droit.

Ce qui change : numérotation des textes : L110-1 => L = législatif. 1<sup>er</sup> 1 : 1<sup>er</sup> livre du Code ; 2<sup>ème</sup> 1 : 1<sup>er</sup> titre du livre ; 0 : N° du chapitre : ici, un chapitre unique. -1 signifie que c'est le 1<sup>er</sup> article du chapitre.

Contient 9 livres :

1<sup>er</sup> : les règles du commerce en général (définitions)

2<sup>ème</sup> : les sociétés commerciales

3<sup>ème</sup> : certaines formes de vente (ex : soldes ; ventes aux enchères publiques)  
4<sup>ème</sup> : la concurrence  
5<sup>ème</sup> : effets de commerce et garanties (2 choses différentes)  
6<sup>ème</sup> : les difficultés des entreprises (procédures collectives : anciennement faillites)  
7<sup>ème</sup> : organisation du commerce (règles de compétences des tribunaux de commerce ; statut des chambres de commerce et d'industrie)  
8<sup>ème</sup> : professions réglementées (AJMJ : administrateur judiciaire, mandataire judiciaire)  
9<sup>ème</sup> : dispositions applicables à l'Outre-Mer

**Codification systémique** : organisation de la matière selon un système, l'idée étant de former un tout cohérent. En principe, fruit d'une réflexion approfondie sur une discipline juridique.

**Codification en droit constant** : on prend les textes existants on ne les modifie pas on les renumérote. => pour le code de 2000 on a pris cette technique.

**Difficulté** : Certaines matières sont déplacées dans d'autres Codes. **Eparpillement des textes**.

EX : droit de la vente, contrat civil, régi dans le Code Civil en principe => actuellement, la vente est disséminée dans 3 Codes : Civil, de Commerce, de la Consommation.

Lequel on applique ?

EX 2 : droits des sociétés. Livre 2 du Code de Commerce pour les sociétés commerciales, mais aussi dans le Code Civil pour les sociétés civiles

⇒ c'est loupé pour un accès plus facile au droit

Enfin, il a fallu attendre mars 2007 pour voir les textes réglementaires qui régissaient le droit commercial codifiés.